

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

NSE

Société anonyme
au capital de 5 232 972 €
La Grand Croix
03250 Nizerolles

Grant Thornton

Commissaire aux Comptes

Cité Internationale
44 quai Charles de Gaulle
CS 60095
69463 Lyon Cedex 06

Serec

Commissaire aux Comptes

3 Rue de la Grange aux Grains
03700 Bellerive sur Allier

Exercice clos le 31 décembre 2024

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

NSE

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'Assemblée Générale de la société NSE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société **NSE** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de cet exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Goodwill

Les goodwill font l'objet de tests de perte de valeur selon les modalités décrites dans le paragraphe 2.11 et à la note 1 des notes relatives au bilan et au compte de résultat des comptes consolidés. Nos travaux ont principalement consisté à apprécier les données et hypothèses sur lesquelles se fondent les valeurs d'utilité retenues et à revoir les calculs effectués par la société.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Directoire.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Directoire.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;

- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Fait à Lyon et Bellerive sur Allier, le 25 avril 2025

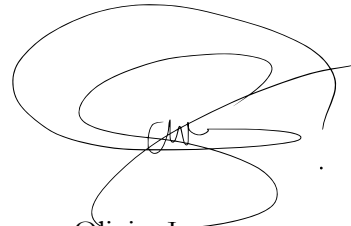
Les Commissaires aux Comptes

Grant Thornton
Membre français de Grant Thornton
International

A stylized, handwritten signature in black ink, appearing to read 'J. Morier'.

Jean Morier
Associé

Serec

A large, stylized, handwritten signature in black ink, appearing to read 'O. Joannet'.

Olivier Joannet
Gérant



A WORLD OF SERVICES

COMPTES CONSOLIDÉS

Exercice clos au 31 décembre 2024

NSE GROUPE

2024

BILAN

(En milliers d'euros)

Actif en K - EUR		31/12/2024	31/12/2023
Goodwill	1	1 511	1 511
Autres Immobilisations Incorporelles	2	3 612	2 767
Immobilisations Corporelles	3	12 407	11 665
Immeubles de placement	3		
Participations entreprises associés	4	107	757
Autres actifs financiers	5	393	611
Actifs d'impôts différés	6	706	592
Actifs non courants		18 736	17 903
Stocks et en-cours	7	17 711	15 933
Clients et comptes rattachés	8	32 691	35 161
Autres actifs courants	9	3 936	4 193
Actifs d'impôts courants	9	75	120
Equivalent de trésorerie	10	5 513	244
Trésorerie	10	8 603	5 476
Actifs destinés à être cédés	11		
Actifs courants		68 529	61 127
Total Actif		87 265	79 030

Passif		31/12/2024	31/12/2023
Capital émis		5 233	5 233
Réserves		32 879	29 747
Résultat de l'exercice		3 625	4 133
Participations ne donnant pas le contrôle			
Capitaux propres	12	41 737	39 113
Emprunts & dettes financières diverses à long terme	13	5 096	4 907
Passif d'impôt non courant	6		1
Provisions à long terme	14	1 716	1 480
Passifs non courants		6 812	6 388
Fournisseurs et comptes rattachés	15	9 035	11 332
Emprunts à court terme	10		20
Partie courante des emprunts et dettes financières à long terme	13	2 211	1 831
Passifs d'impôts courant	15	422	240
Provisions à court terme	14	545	367
Autres passifs courants	15	26 503	19 739
Passifs liés aux actifs destinés à être cédés	11		
Passifs courants		38 716	33 529
Total Passif		87 265	79 030

COMPTE DE RESULTAT

(En milliers d'euros)

En K - EUR	Note	31/12/2024	31/12/2023
Chiffre d'affaires	16	103 563	76 993
Autres produits de l'activité	17	475	463
Achats consommés		-57 808	-35 796
Charges de personnel	18	-24 533	-22 992
Charges externes	19	-9 469	-11 264
Impôts et taxes		-1 020	-983
Dotation aux amortissements	20	-3 088	-2 888
Dotation aux provisions	20	-581	-84
Variation des stocks de produits en cours et de produits finis	21	-324	1 317
Autres charges d'exploitation	22	-539	-692
Autres produits d'exploitation	22	192	455
Résultat opérationnel courant		6 868	4 529
Autres Produits & Charges opérationnels	23	2	1 169
Résultat opérationnel		6 870	5 698
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	24	24	
Coût de l'endettement financier brut	24	-196	-397
Coût de l'endettement financier net		-172	-397
Autres charges financières	24	-726	-292
Autres produits financiers	24	575	492
Charge d'impôt	25	-1 754	-1 277
Quote part de résultat des entreprises associées	4	-1 168	-91
Résultat net		3 625	4 133
Part du groupe		3 625	4 133
Participations ne donnant pas le contrôle			
Résultat net de base par action		1,1420	1,3020
Résultat net dilué par action		1,1420	1,3020

ÉTAT DU RESULTAT GLOBAL

(En milliers d'euros)

En K - EUR

Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	31/12/2024	31/12/2023
Résultat net	3625	4133
Ecarts de conversion	-125	-133
Réévaluation des instruments dérivés de couverture		
Impôts		
<i>Sous total des éléments recyclables en résultat</i>	<i>-125</i>	<i>-133</i>
Ecarts actuariels sur les régimes à prestations définies	-93	-289
Impôts	23	72
<i>Sous total des éléments non recyclables en résultat</i>	<i>-70</i>	<i>-217</i>
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-195	-350
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	3 430	3 783
Dont part du Groupe	3 430	3 783
Dont part des intérêts minoritaires	0	0

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

(En milliers d'euros)

	Capital	Réserves et résultats	Ecarts de conversion	Ecarts actuariels nets	Capitaux propres Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total Capitaux propres
Capitaux propres 31/12/2022	5 233	31 238	480	647	36 026	-1	36 025
Distributions de dividendes		-700			-700		-700
Résultat net au 31 Décembre 2023		4 133			4 133		4 133
Variation des écarts de conversion			-133		-133		-133
Ecart sur les régimes à prestations définies				-217	-217		-217
Autres gains & pertes en capitaux propres							
Résultat global au 31 Décembre 2023		4 133	-133	-217	3 783		3 783
Variation de périmètre							
Variation des actions auto-détenues							
Autres variations		5			4	1	5
Capitaux propres 31/12/2023	5 233	34 676	347	430	39 113		39 113
Distributions de dividendes		-799			-799		-799
Résultat net au 31 Décembre 2024		3 625			3 625		3 625
Variation des écarts de conversion			-125		-125		-125
Ecart sur les régimes à prestations définies				-70	-70		-70
Autres gains & pertes en capitaux propres							
Résultat global au 31 Décembre 2024		3 625	-125	-70	3 430		3 430
Variation de périmètre							
Variation des actions auto-détenues							
Autres variations		-7			-7		-7
Capitaux propres 31/12/2024	5 233	37 495	222	360	41 737		41 737

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

En K - EUR	31/12/2024	31/12/2023
Résultat net consolidé	3 625	4 133
Dotations nettes aux amortissements et provisions	3 389	3 178
Autres produits et charges calculés	-30	-21
Plus et moinsvalues de cession	5	-16
Quotepart de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	1 168	91
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	8 157	7 365
Coût de l'endettement financier net	172	397
Charge d'impôt (y compris impôts différés)	1 754	1 277
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	10 083	9 039
Impôts versé	-1 610	-2 060
Variation du B.F.R. lié à l'activité	5 726	-113
Flux net de trésorerie généré par l'activité	14 199	6 866
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-2 930	-4 433
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		
Incidence des variations de périmètre		
Dividendes reçus (sociétés mises en équivalence, titres non consolidés)		
remboursement des prêts et avances consentis	-627	-47
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-3 557	-4 480
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-794	-698
Dividendes versés aux minoritaires de sociétés intégrées		
Rachats et reventes d'actions propres		
Encaissements liés aux nouveaux emprunts (y compris location financement)	1 051	684
Remboursements d'emprunts (y compris location financement)	-2 259	-2 743
Intérêts financiers nets versés (y compris location financement)	-172	-397
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-2 174	-3 154
Incidence des variations des cours des devises	-52	-44
Variations de la trésorerie nette	8 416	-812
Trésorerie d'ouverture	5 700	6 512
Trésorerie de clôture	14 116	5 700

La forte diminution du BFR s'explique par le fait qu'il n'y a pas eu de décalages de paiement significatifs étatiques en fin d'année, contrairement à l'année précédente.

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES

Tous les montants sont exprimés en milliers d'euros, sauf mention contraire.

1. PRESENTATION DU GROUPE, FAITS CARACTERISTIQUES

1.1. Présentation du groupe

La Société NSE S.A. (« la Société ») a son siège social situé La Grand-Croix – 03250 NIZEROLLES.

Les comptes de la société sont inclus par intégration globale dans les comptes de la société NSE Participations dont le siège est sis Les Seignes à Nizerolles (03250) et immatriculée au RCS de Cusset sous le numéro 534 226 964.

NSE Participations établit des comptes consolidés en qualité de société tête de sous-groupe.

Les comptes consolidés des deux sociétés sont disponibles à leurs sièges sociaux respectifs.

Les états financiers consolidés comprennent la Société et ses filiales (l'ensemble étant désigné comme « le Groupe ») ainsi que ses entreprises associées.

Le Groupe NSE est une société industrielle internationale ayant pour vocation de vendre, de concevoir, de réaliser des systèmes intégrés (civils et militaires) et des prestations de support services dans les secteurs de la Défense, de l'Aéronautique, de l'Electronique, de l'Informatique, des Télécommunications et de la Grande Industrie.

Les états financiers consolidés de l'exercice 2024 ont été arrêtés par le Directoire du 31 Mars 2025 et ne seront définitifs que lors de leur approbation par l'Assemblée Générale des actionnaires le 24 juin 2025.

A ce jour, les sites de NSE sont :

- Un établissement basé à Soyons (07) dont l'activité est la conception de produits propres, dans les domaines des éclairages aéronautiques et enregistreurs de paramètres
- Un établissement basé à Taverny (95) et un établissement basé à Brive (19), dont l'activité est le Support Service sur des équipements aéronautiques
- Un établissement basé à Riom (63) et un établissement basé à Nizerolles (03) pour les activités d'intégration / câblage.
- Un établissement basé à Abrest (03), un établissement basé à Aulnat (63) ainsi qu'un établissement basé à Varennes (03) pour les activités de Services
- Une filiale NSE Aero North America (non opérationnelle) basée au Canada détenue à 100% par NSE (activité de holding)
- Une filiale NSE Automatech basée au Canada détenue à 71.16% par la filiale NSE Aero North America et à 28.84% par NSE, dont l'activité est l'intégration de structures câblées complexes
- Une filiale NSE Brasil basée au Brésil détenue à 99,94 % par NSE dont l'activité est l'intégration de structures câblées complexes
- Une filiale NSE Aéro Maroc détenue à 100 % par NSE dont l'activité est l'intégration de structures câblées complexes

- Une filiale HICAL NSE basée en Inde détenue à 49 % par NSE créée en 2013 avec un début d'activité sur le début d'année 2014
- Une filiale NSE India basée en Inde détenue à 100 % par NSE, créée en 2018 avec un début d'activité sur 2019
- Une filiale NSE TLS basée au Canada détenue à 50 % par NSE Aéro North America, créée en 2018 avec un début d'activité sur 2019
- Une filiale NSE ELECTRONIQUE SERVICES créée en Décembre 2023, 1^{ère} consolidation au 31/12/2024. Actuellement sans activité.

1.2. Faits caractéristiques

L'année 2024 a été plus particulièrement marquée par les événements suivants :

Par Business Units :

- La BU Services, la plus contributive à l'activité du Groupe, a poursuivi son accélération en 2024, affichant une solide progression de +54% pour atteindre un chiffre d'affaires de 69,7 M€. Cette performance historique résulte d'une forte demande sur des marchés à fort potentiel, notamment dans le secteur de la Défense. Des contrats clés, notamment pour l'Armée de Terre, ont alimenté cette dynamique avec des volumes de commandes plus importants qu'attendus initialement cette année.
 - NSE capitalise ainsi sur le développement de ses activités MCO Défense (Maintien en Condition Opérationnelle), tirant parti des capacités de son site de Varennes dont le chiffre d'affaires a quasi-doublé sur douze mois (+82%).
- BU Interconnexion :
- La BU Interconnexion, désormais composée des anciennes BU Conception et Intégration, réalise un chiffre d'affaires en progression de +7% en 2024, porté par une demande continue sur ses secteurs clés, notamment ceux de la Défense et de l'Aéronautique.
 - Cette performance a été tirée par la montée en puissance de contrats dans le câblage et l'intégration de systèmes électroniques pour les secteurs de la Défense, de l'Aéronautique, et du Naval. Le Groupe continue de capitaliser sur son expertise dans le développement et la production d'équipements électroniques performants tels que les systèmes de vision nocturne (NVIS), les enregistreurs de paramètres de vol et les équipements électroniques embarqués
 - Par ailleurs, l'intégration de l'organisation DOA (Design Organisation Approval), permettant d'effectuer directement des modifications sans passer par des intermédiaires (augmentant ainsi les marges) est en cours de finalisation et devrait monter en puissance en 2025.

Dans nos filiales :

- À l'international, NSE India a vu son chiffre d'affaires plus que tripler sur l'année sous l'impulsion de la nouvelle équipe de management et d'une prise de commandes solide de bancs d'essai. Pour rappel, NSE India a emménagé dans un nouveau bâtiment de 900 m², afin de soutenir sa croissance.
- Notre filiale à 50% **NSE TLS** (Technique Logistique Services) basée à Montréal au Canada, pour adresser les marchés de soutien technique et logistique en Amérique du Nord (Canada, USA, Mexique) dans les secteurs Aéronautique, Transports, Défense a connu des difficultés très significatives cette année, du fait de la mise en procédure de sauvegarde d'un de ses 2 plus gros clients, la société LION. NSE TLS a dû provisionner dans ses comptes les créances liées à ce client (2,3 M CAD). Cela a entraîné de fait une série d'impact sur le résultat net de NSE en social (impact négatif de 0.3 M€) ainsi que sur le résultat net consolidé (impact négatif de 1.7 M€).
- Au Canada, NSE Automatech a enregistré un chiffre d'affaires de 9,3 M€, en léger repli par rapport à 2023 (10,3 M€) en raison du tassement de la demande d'un client dans le secteur Médical.
- Au Brésil, **NSE Brasil** est en cours de cessation d'activité..
- Au Maroc, notre filiale **NSE Aéro Maroc** a vu son Chiffre d'Affaires progresser de 63%.

Conflits internationaux :

Aucune exposition de nos filiales sur leur CA n'est notée.

1.3. Evénements postérieurs à la clôture

Evolution de la Gouvernance de NSE :

Au poste de Président du Directoire de NSE, départ de Philippe BREL, arrivée de Jérôme FABRE.
Au poste de Vice-Présidente du Conseil de Surveillance de NSE, départ de Isabelle CARRERE, arrivée de Agnès ESTRAMON.

2. PRINCIPES, METHODES ET MODALITES DE CONSOLIDATION

2.1. Déclaration de conformité

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés du groupe NSE sont établis conformément aux normes IFRS (International Financial Reporting Standards) publiés par l'IASB (International Accounting Standards Board) telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 31 Décembre 2024.

Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission Européenne : <http://ec.europa.eu>

2.2. Référentiel comptable

Les principes et méthodes comptables exposés ci-après ont été appliqués aux fins de l'établissement des états financiers de l'exercice clos au 31 décembre 2024 et des informations comparatives au 31 décembre 2023.

Les principes retenus pour l'établissement de ces informations financières résultent de l'application de toutes les normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne et d'application obligatoire au 1er janvier 2024.

Lors de la première application du référentiel IFRS le Groupe a choisi d'appliquer l'exemption lui permettant de ne pas retraiter les regroupements d'entreprises antérieurs au 1er janvier 2015.

Par ailleurs, le Groupe a choisi de reclasser au sein du poste « Réserves consolidées » les « Ecart de conversion » accumulés au 1er janvier 2015.

Les principes et méthodes comptables appliqués par le Groupe dans les états financiers consolidés sont identiques à ceux utilisés dans les états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2023, à l'exception des normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union Européenne avant la date de clôture et applicables à partir de l'exercice 2024.

Les nouveaux textes ou amendements adoptés par l'Union Européenne, d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2024, ont été appliqués aux comptes consolidés au 31 Décembre 2024.

Les nouvelles normes, amendements et interprétations adoptés par la Commission Européenne, et applicables à compter du 1er janvier 2024 sont présentées ci-après :

- L'amendement IFRS 16, Dettes sur obligation locative dans une opération de cession et de lease-back, publié par l'UE en novembre 2023 ;
- L'amendement IAS 1, Présentation des états financiers : classement des dettes en courant ou non courant, et dettes non courantes comprenant des covenants, publié par l'UE en décembre 2023 ;
- L'amendement IFRS 7, Instruments financiers : accords de financement avec les fournisseurs, publié par l'UE en mai 2024 ;
- Interprétation IFRS IC de mars 2024 sur l'impact des engagements de réduction des gaz à effets de serre sur la reconnaissance et l'estimation des provisions (IAS 37).

Ces amendements sont non applicables ou n'ont pas d'impact sur les comptes du Groupe au 31 Décembre 2024.

Les normes, amendements et interprétations adoptés par l'IASB, qui entreront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025, et pour lesquels le processus d'adoption par l'UE est en cours, sont les suivants :

- L'amendement IAS 21, Absence de convertibilité des devises, adopté par l'IASB en août 2023, et adoption en cours par l'UE (date d'entrée en vigueur : 1er janvier 2025) ;
- L'amendement IFRS 7 et IFRS 9, classification et évaluation des instruments financiers), (date d'entrée en vigueur : 1er janvier 2026) ;
- IFRS 18, Présentation des états financiers et informations à fournir date d'entrée en vigueur : 1er janvier 2027).
- Le Groupe ne s'attend pas à ce que les amendements à IAS 21, IFRS 7 et 9 aient un impact significatif sur ses comptes consolidés. Le groupe est en cours d'analyse de la norme IFRS 18.

Il n'existe pas de normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB, et d'application obligatoire pour les exercices ouverts au 1er janvier 2024, mais non encore approuvés au niveau européen (et dont l'application anticipée n'est pas possible au niveau européen), qui auraient un impact significatif sur les comptes consolidés.

Le Groupe n'a pas opté pour une application anticipée des normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire au 31 Décembre 2024.

Le Groupe n'est pas exposé aux marchés russe, biélorusse et ukrainien.

2.3. Monnaie fonctionnelle et de présentation

Les états financiers consolidés sont présentés en euro qui est la monnaie fonctionnelle de la Société. Les montants sont arrondis au millier d'euros le plus proche, sauf indication contraire.

2.4. Méthodes de consolidation

Les états financiers des sociétés dans lesquelles NSE SA exerce directement ou indirectement un contrôle sont consolidés suivant la méthode de l'intégration globale.

Les incidences des transactions entre les sociétés du groupe sont éliminées.

2.5. Recours à des estimations

L'établissement des états financiers, conformément au cadre conceptuel des normes IFRS, nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui affectent les montants figurant dans ces états financiers. Les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes.

Les jugements significatifs exercés par la Direction pour appliquer les méthodes comptables du Groupe et les sources principales d'incertitude relatives aux estimations sont les suivants :

- Test de dépréciation des goodwill
- Evaluation des impôts différés actifs
- Evaluation des provisions
- Evaluation des droits d'utilisation et obligations locatives

2.6. Etats financiers des activités à l'étranger

Les actifs et les passifs d'une activité à l'étranger y compris le goodwill et les ajustements de juste valeur découlant de la consolidation sont convertis en euros en utilisant le cours de change à la date de clôture. Les produits et les charges d'une activité à l'étranger, en dehors des activités à l'étranger dans une économie hyper-inflationniste, sont convertis en euros en utilisant des cours approchant les cours de change aux dates de transactions. Les écarts de change résultant des conversions sont comptabilisés en écarts de conversion dans l'état du résultat global, au sein des autres éléments du résultat global.

La liste des sociétés hors zone euro est la suivante :

- NSE Aéro Maroc au Maroc
- NSE Aéro North Amérique au Canada
- NSE Automatech au Canada
- NSE TLS au Canada
- NSE Brasil au Brésil
- Hical NSE en Inde
- NSE India en Inde

2.7. Opérations en devises

Conformément à la norme IAS 21 « Effets des variations des cours des monnaies étrangères », les opérations libellées en monnaies étrangères sont converties par chaque société du groupe dans sa monnaie de fonctionnement au cours du jour de la transaction.

Les éléments monétaires du bilan sont réévalués au cours de clôture à chaque arrêté comptable. Les écarts de conversion correspondants sont enregistrés au compte de résultat.

2.8. Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition, conformément à la norme IFRS 3 - Regroupements d'entreprises.

Cette méthode implique l'évaluation des actifs et des passifs des sociétés acquises par le Groupe à leur juste valeur. Seuls les passifs identifiables satisfaisant aux critères de reconnaissance d'un passif chez l'entité acquise sont comptabilisés lors du regroupement. Ainsi, un passif de restructuration n'est pas comptabilisé en tant que passif de l'entité acquise si celle-ci n'a pas une obligation actuelle, à la date d'acquisition, d'effectuer cette restructuration.

A la date d'acquisition, le goodwill correspond à :

- la juste valeur de la contrepartie transférée pour acquérir la cible,
- majorée du montant comptabilisé pour toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise,
- majorée de la juste valeur de toute participation précédemment détenue dans la société acquise, si le regroupement d'entreprises est réalisé par étape,
- minorée de la juste valeur de la quote-part des actifs acquis et des passifs assumés.

Quand la différence est négative, un profit au titre de l'acquisition à des conditions avantageuses est comptabilisé immédiatement en résultat net.

La comptabilité d'acquisition doit être finalisée dans un délai maximum d'un an à compter de la date d'acquisition.

La contrepartie transférée, qui comprend le prix payé, est évaluée à la juste valeur. Toute contrepartie éventuelle est évaluée à la juste valeur à la date d'acquisition. Si l'obligation de payer une contrepartie éventuelle répondant à la définition d'un instrument financier a été classée en capitaux propres, elle n'est pas réévaluée et son règlement est comptabilisé en capitaux propres. Sinon, les autres contreparties éventuelles sont réévaluées à la juste valeur à chaque date de clôture et les variations de juste valeur afférentes sont comptabilisées en résultat.

Les coûts liés à l'acquisition, autres que ceux liés à l'émission d'une dette ou de titres de capital, que le Groupe supporte du fait du regroupement d'entreprises, sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont encourus.

Le Groupe évalue les participations ne donnant pas le contrôle lors d'une prise de contrôle soit à leur juste valeur (méthode du goodwill complet), soit sur la base de leur quote-part dans l'actif net de la société acquise (méthode du goodwill partiel). L'option est prise pour chaque acquisition.

Les modifications de la part d'intérêt dans une filiale qui n'aboutissent pas à une perte de contrôle sont comptabilisées comme des transactions portant sur des capitaux propres.

2.9. Immobilisations incorporelles

2.9.1. Frais de développement

Conformément à la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles », les frais de recherche sont comptabilisés en charges et les frais de développement sont obligatoirement immobilisés comme des actifs incorporels dès lors que l'entreprise peut notamment démontrer :

- Son intention, sa capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme ;
- Qu'il est probable que les avantages économiques futurs attribuables aux dépenses de développement iront à l'entreprise ;
- Sa capacité de mesurer de manière fiable le coût de cet actif pendant sa phase de développement.

Seuls les coûts (directs et indirects) qui sont directement attribuables à la production de l'immobilisation sont incorporables au coût de production :

- le coût d'acquisition des matières premières consommées,
- les charges directes de production, comprenant notamment les salaires et autres coûts liés au personnel directement engagé pour générer l'actif ainsi que les coûts de dépôt de brevet.

Les frais de développement sont amortis à compter de la mise en service des immobilisations produites, sur leur durée réelle d'utilisation, qui varie de 3 à 5 ans en fonction de la nature des projets

En cas d'indice de perte de valeur, la valeur nette comptable des frais de développement est comparée à leur valeur recouvrable. Une dépréciation est comptabilisée, le cas échéant. La valeur recouvrable est appréciée notamment en fonction des perspectives de commercialisation des projets.

2.9.2. Logiciels

Les logiciels sont comptabilisés à leur coût d'acquisition et amortis généralement sur une durée de 3 ans.

2.10. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et des éventuelles pertes de valeur.

Les coûts d'emprunt sont exclus du coût des immobilisations.

Les différentes composantes d'une immobilisation corporelle sont comptabilisées séparément lorsque leur durée d'utilité estimée et donc leur durée d'amortissement sont significativement différentes.

L'amortissement utilisé par le Groupe pour les immobilisations corporelles est calculé suivant le mode linéaire, sur la base du coût d'acquisition ou de production, sous déduction d'une valeur résiduelle éventuelle, et sur une période correspondant à la durée d'utilité de chaque catégorie d'actif.

L'amortissement est calculé selon le mode linéaire à compter de leur première mise en service sur la durée d'utilisation probable :

▪ Terrains	non amortis
▪ Constructions	20 ans
▪ Installations techniques, matériel et outillage industriel	5 ans
▪ Installations générales, agencements divers	10 ans
▪ Matériel de transport	4 ans
▪ Matériel de bureau et informatique	3 ans

Les immobilisations corporelles font l'objet d'un test de dépréciation dès lors qu'un indice de perte de valeur est identifié. Lorsque la valeur recouvrable de l'actif est inférieure à sa valeur nette comptable, une dépréciation de l'actif est comptabilisée.

La norme IFRS 16 qui remplace la norme IAS 17 et les interprétations y afférentes à partir du 1er janvier 2019 supprime la distinction entre les contrats de location simple et les contrats de location financement ; elle exige la reconnaissance d'un actif (le droit d'utilisation du bien loué) et d'un passif de location représentatif des loyers futurs actualisés sur la durée du contrat de location en prenant en compte les hypothèses de renouvellement des baux si ces options sont raisonnablement certaines. La charge de loyer est remplacée par une charge d'amortissement liée au droit d'utilisation et une charge d'intérêt liée au passif de location.

À ce jour, le Groupe a choisi d'appliquer les deux exemptions de capitalisation proposées par la norme IFRS 16 sur les contrats suivants :

> contrats de location de biens de courte durée (inférieure à 12 mois)

> contrats de location de biens portant sur des actifs de faible valeur (inférieure à 5 KUSD).

Les charges relatives aux contrats de location à court terme et de faible valeur seront classées en charges opérationnelles.

Les droits d'utilisation sont présentés à l'actif au sein des immobilisations de même nature que les actifs sous-jacents loués (comme s'ils étaient détenus en propre), avec une information en annexe indiquant les postes du bilan dans lesquels les droits d'utilisation ont été inclus.

Les dettes de loyers sont présentées au passif en les incluant dans d'autres postes de dettes mais avec une information en annexe détaillant les postes de passif dans lesquels elles ont été incluses.

La durée d'amortissement des droits d'utilisation est généralement la durée du contrat, sauf en cas d'option de renouvellement certaine ou liée à la poursuite d'un marché jusqu'à son échéance. Dans ce cas, la durée retenue est la durée d'utilité.

Les taux d'intérêts retenus varient en fonction des zones géographiques dans lesquelles les actifs sont implantés, de 2% à 10%.

2.11. Dépréciation des actifs immobilisés

Les goodwills, immobilisations corporelles et incorporelles ainsi que les immeubles de placement du Groupe sont soumis à un test de dépréciation en cas d'indice de perte de valeur. Par ailleurs, le goodwill fait l'objet d'un test de dépréciation annuel.

La valeur recouvrable doit être estimée pour chaque actif pris individuellement. Si cela n'est pas possible, IAS 36 impose à une entreprise de déterminer la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie (UGT) à laquelle l'actif appartient.

Une UGT est le plus petit groupe identifiable d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupe d'actifs.

Après analyse, les UGT spécifiquement identifiés dans le cadre de l'appréciation des Goodwill sont UGT Canada et UGT France.

Le goodwill issu d'un regroupement d'entreprises est affecté aux UGT ou groupes d'UGT susceptibles de bénéficier des synergies du regroupement d'entreprises. Le Groupe teste ses goodwills au niveau de ces 2 UGT.

La valeur recouvrable est définie comme la valeur la plus élevée entre la juste valeur nette des coûts de sortie et la valeur d'utilité.

La valeur d'utilité est déterminée sur la base des flux de trésorerie futurs après impôt établis à partir des plans d'activité à 3 ans. Le taux de croissance retenu au-delà de 3 ans correspond au taux de croissance de nos secteurs d'activité et à la zone géographique concernée. L'actualisation des flux de trésorerie est effectuée sur la base du coût moyen pondéré du capital.

Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur nette comptable.

2.12. Immeubles de placement

Selon la norme IAS 40, les immeubles de placement sont des biens immobiliers détenus en vue d'en retirer des loyers ou pour valoriser le capital apporté ou les deux.

Les immeubles de placement détenus par la société sont principalement des résidences ou des immeubles de bureaux.

En application de la norme IAS 40, la société a opté pour le modèle du coût. Ils font l'objet de tests de dépréciation à chaque fois qu'il existe des indices de pertes de valeur.

2.13. Participations dans les entreprises associées

Les participations du Groupe dans les entreprises associées sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Les sociétés associées sont des entreprises dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable en matière de politique opérationnelle et financière sans en détenir le contrôle. Il est présumé que le Groupe a une influence notable lorsqu'il détient au moins 20% des droits de vote.

La valeur au bilan des titres mis en équivalence comprend le coût d'acquisition des titres (y compris le Goodwill) augmenté ou diminué des variations de la quote-part du Groupe dans l'actif net de la société associée à compter de la date d'acquisition. Le compte de résultat reflète la quote-part du Groupe dans les résultats de l'entreprise associée.

2.14. Actifs et passifs financiers non dérivés

Les actifs financiers non dérivés sont composés :

- des prêts et créances correspondant aux dépôts et cautionnement, prêt à un organisme collecteur de la participation à l'effort construction, créances clients et certaines autres créances d'exploitation. Après leur comptabilisation initiale à leur juste valeur majorée des coûts de transaction directement imputables à l'acquisition, ils sont évalués et comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Ils sont dépréciés si leur valeur comptable est supérieure à leur valeur recouvrable.
- des instruments financiers à la juste valeur par le biais du résultat global correspondant aux équivalents de trésorerie. Ces instruments sont évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en compte de résultat.

Les passifs financiers non dérivés correspondent essentiellement aux emprunts et dettes financières, aux dettes fournisseurs et certaines autres dettes d'exploitation. Lors de leur comptabilisation initiale, ils sont comptabilisés à leur juste valeur diminuée des coûts de transaction directement attribuables. Par la suite, ils sont comptabilisés au coût amorti, basé sur la méthode du taux d'intérêt effectif.

2.15. Instruments dérivés

Le Groupe procède à des couvertures de taux d'intérêt afin de gérer son risque de taux et de maîtriser le coût global de sa dette, sans risque spéculatif.

Il se couvre également pour les risques de change liés aux variations monétaires.

L'ensemble des instruments de couverture est évalué à leur juste valeur et comptabilisé au bilan.

La variation de juste valeur des instruments de couverture de taux d'intérêt est enregistrée au compte de résultat sur la ligne « coût de l'endettement financier net » et la variation de juste valeur des instruments de couverture de taux de change sur la ligne « achats consommés ».

- En cas de comptabilité de couverture de flux futurs de trésorerie, la partie efficace de la variation de juste valeur de l'instrument de couverture est enregistrée directement en autres éléments du résultat global. La variation de valeur de la part inefficace est comptabilisée en autres produits et charges financiers.

2.16. Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation.

La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Le coût des stocks de matières premières, marchandises et autres approvisionnements est composé du prix d'achat hors taxes déduction faite des rabais, remises et ristournes obtenus, majoré des frais accessoires sur achats (transport, frais de déchargement, frais de douane, commissions sur achats...). Ces stocks sont évalués selon la méthode « premier entré-premier sorti ».

Le coût des travaux en cours est constitué du prix de revient. Les coûts de revient incluent les matières premières, fournitures et main d'œuvre de production et les frais généraux industriels

directs et indirects affectables aux processus de transformation et de production, sur la base d'un niveau d'activité normal.

2.17. Créances clients et autres créances courantes

L'évaluation initiale des créances s'effectue à la juste valeur, celle-ci correspondant généralement au montant facturé. Lorsqu'ils comportent des conditions avantageuses pour la contrepartie (délai de paiement par exemple) et que l'effet de l'actualisation est significatif, ces prêts et créances sont comptabilisés à la valeur des flux futurs de trésorerie actualisés au taux de marché.

Conformément à la norme IFRS 9, les pertes attendues dès l'origine relatives aux créances clients font l'objet d'une estimation et d'une dépréciation.

Le niveau de dépréciation est demeuré stable et l'application de la nouvelle norme n'a pas donné lieu à des ajustements significatifs.

2.18. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie correspond aux soldes bancaires (actifs et concours bancaires) ainsi qu'aux caisses.

Les équivalents de trésorerie sont des OPCVM qui correspondent à des placements à court terme, très liquides, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

Ils sont classés au bilan à l'actif sur la ligne « Trésorerie et équivalent de trésorerie » et au passif sur la ligne des « Emprunts à court terme ».

Les équivalents de trésorerie sont comptabilisés à la juste valeur par le biais du compte de résultat.

2.19. Gestion du capital

La gestion des capitaux propres consiste essentiellement à décider du niveau de capital actuel et futur ainsi que de la politique de distribution de dividendes. Ainsi, le Groupe veille à sécuriser la structure financière par des fonds propres suffisants.

2.20. Titres d'autocontrôle

Indépendamment de l'objectif fixé, tous les titres d'autocontrôle sont comptabilisés en déduction des capitaux propres.

Les éventuels profits ou pertes au titre de la dépréciation, de la vente, de l'émission ou de l'annulation d'actions propres, sont imputés sur les capitaux propres.

2.21. Provisions

Des provisions sont comptabilisées lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe pour le Groupe une obligation actuelle ou future résultant d'événements passés dont il est probable ou certain qu'elle se traduira par une sortie de ressources dans des délais et pour des montants encore incertains.

Les provisions sont actualisées si l'effet de la valeur temps est significatif. L'augmentation de la provision liée à l'écoulement du temps est alors comptabilisée en « autres produits et charges financiers ».

La provision est évaluée en fonction de la meilleure estimation des dépenses prévisibles.

Une provision pour garantie donnée aux clients est estimée et comptabilisée afin de couvrir le coût des réparations (pièces et main d'œuvre) sur les produits vendus. La garantie contractuelle est généralement d'un an.

2.22. Engagements en matière d'indemnités de fin de carrière

Des provisions sont constituées afin de couvrir l'intégralité des engagements sociaux correspondant aux avantages versés au personnel au moment et après son départ du Groupe dès lors que les régimes concernés peuvent être qualifiés de régimes à prestations définies.

Figurent dans cette catégorie les régimes d'indemnités de départ à la retraite (IDR).

Les engagements de retraite et assimilés sont évalués sur la base d'un calcul actuariel réalisé au moins une fois par an.

Les calculs intègrent les spécificités des différents régimes ainsi que les hypothèses de date de départ à la retraite, d'évolution de carrière et d'augmentation des salaires, la probabilité du salarié d'être encore présent dans le Groupe à l'âge de la retraite (taux de rotation du personnel, tables de mortalité...). L'obligation est actualisée sur la base des taux d'intérêt des obligations à long terme des entreprises de première catégorie.

L'obligation est provisionnée, nette, le cas échéant, des actifs de régimes à leur juste valeur.

Les charges nettes de retraite et avantages assimilés sont comptabilisés au compte de résultat en charges de personnel, sauf pour la charge d'actualisation des droits et les produits liés au rendement des actifs de régimes, enregistrés en « autres produits et charges financiers ».

S'agissant des écarts actuariels, ceux-ci sont comptabilisés directement en autres éléments du résultat global.

Les droits acquis sont déterminés à partir de la convention collective de la métallurgie, de l'effectif en place à la clôture de l'exercice, de sa rémunération et de son ancienneté dans l'entreprise.

Dans le cas de régimes à cotisations définies, le Groupe n'a pas d'autre obligation que le paiement des primes, la charge correspondante étant comptabilisée directement en résultat de l'exercice.

2.23. Impôts différés

La charge d'impôt portée au compte de résultat est constituée de l'impôt exigible sur les résultats dû au titre de la période concernée et de toute autre charge ou produit d'impôt différé.

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable sur les différences temporaires entre la valeur comptable en consolidation des actifs et passifs, et leur valeur fiscale.

Un impôt différé actif est comptabilisé sur les différences temporelles déductibles et sur les pertes fiscales reportables et de crédits d'impôt dans la mesure où leur réalisation future paraît probable.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés et sont classés au bilan en « actifs et passifs d'impôt différé ».

Le Groupe a choisi de comptabiliser la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (C.V.A.E.) au sein des impôts sur le bénéfice, sans changement par rapport à la Taxe Professionnelle.

Les passifs relatifs aux taxes sont constatés à la date du fait générateur fiscal fixé par le législateur.

2.24. Reconnaissance du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires comprend principalement la vente de produits, et des prestations de services.

Le produit des ventes est enregistré lors du transfert de contrôle vers le client et si le montant des produits et des coûts encourus ou à encourir sur la transaction peut être évalué de façon fiable.

Le montant des ventes est évalué à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir après, le cas échéant, déduction de toutes remises commerciales, rabais sur volumes et similaires, participations commerciales, escomptes financiers.

Les prestations de services correspondent essentiellement à des activités de maintenance, supply chain et réparation des produits vendus et autres. Le chiffre d'affaires est généré au fur et à mesure des prestations réalisées.

La date de démarrage et d'achèvement de la production des matériels se trouve fréquemment sur deux exercices différents. En conséquence, les ventes de matériels sont comptabilisées en fonction de leur degré d'avancement à la date de clôture et les pertes attendues sont immédiatement comptabilisées en charges.

2.25. Autres produits de l'activité

Ils comprennent le crédit impôt recherche qui est traité, conformément à la norme IAS 20, comme une subvention liée au résultat.

2.26. Autres produits et charges opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels regroupent toutes les opérations non courantes constituées d'éléments qui en raison de leur nature, de leur caractère inhabituel et de leur non récurrence ne peuvent être considérés comme inhérents à l'activité opérationnelle du groupe.

2.27. Résultat par action

Le résultat net consolidé par action est obtenu en divisant le résultat net part du groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice.

Pour le calcul du résultat net dilué, le résultat net part du groupe de l'exercice et le nombre moyen pondéré d'actions sont ajustés de l'incidence maximale de la conversion des éléments dilutifs en actions ordinaires. Est donc intégrée au calcul du résultat par action l'incidence de l'émission future éventuelle d'actions y compris celles résultant de la conversion d'instruments donnant un accès différé au capital de la société consolidante.

L'incidence à la baisse due à l'existence d'instruments pouvant donner accès au capital est déterminée en retenant l'ensemble des instruments dilutifs émis, quel que soit leur terme et indépendamment de la probabilité de conversion en actions ordinaires, et en excluant les instruments relatifs.

2.28. Information sectorielle

Les secteurs présentés sont des secteurs opérationnels ou des regroupements de secteurs opérationnels similaires. Un secteur opérationnel est une composante du Groupe qui se livre à des activités dont elle est susceptible de retirer des revenus ou supporter des charges, y compris des revenus et des charges liées aux transactions avec d'autres composantes du Groupe.

Les différents secteurs opérationnels du Groupe déterminés en application de la norme IFRS 8 sont :

- Conception et systèmes
- Intégration - Equipements
- Services

Pour l'information relative aux zones géographiques, le produit des activités ordinaires est ventilé en fonction de la zone client.

2.29. Gestion des risques financiers

Le groupe a identifié les principaux risques financiers afférents à son activité.

- risque de crédit : cf note 8
- risque de liquidité : cf note 10
- risque de taux : cf note 13
- risque de change : cf note 15

2.30. Actifs détenus en vue de la vente

Un actif immobilisé ou un groupe d'actifs et de passifs, est détenu en vue de la vente quand sa valeur comptable sera recouvrée principalement par le biais d'une vente et non d'une utilisation continue. Pour que tel soit le cas, l'actif doit être disponible en vue de sa vente immédiate et sa vente doit être hautement probable à la clôture.

Ces actifs ou groupe d'actifs sont présentés séparément des autres actifs ou groupe d'actifs, sur la ligne « Actifs destinés à être cédés » du bilan. Ces actifs ou groupe d'actifs sont mesurés au plus bas de la valeur comptable ou du prix de cession estimé, net des coûts relatifs à la cession. Les passifs liés à un groupe d'actifs détenu en vue de la vente sont présentés sur la ligne « Passifs liés aux actifs destinés à être cédés » du bilan.

3. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Au 31 Décembre 2024, le périmètre de consolidation se présente comme suit :

de la société	Méthode de consolidation	% de contrôle	% d'intérêts	Pays d'activité	Siège social	SIREN	Forme Juridique
NSE	Société mère	100,00%	100,00%	France	LA GRAND CROIX - 03 250 NIZEROLLES	394 020 903	SA
NSE AERO NORTH AMERICA	Intégration globale	100,00%	100,00%	CANADA	3544 Ashby, H4R 2C1 St Laurent Québec		inc
NSE AUTOMATECH	Intégration globale	100,00%	100,00%	CANADA	520 Rutherford, Granby, Québec, Canada, J2G 0B2		inc
NSE BRASIL	Intégration globale	99,99%	99,99%	BRESIL	Rodovia Geraldo Scavone, 2080 - Condomínio empresarial INDUSVALE - Jardim California - CEP: 12305	35.225.112.921	LTDA
NSE AERO MAROC	Intégration globale	100,00%	100,00%	MAROC	Zone franche d'exportation de NOUACEUR - CASABLANCA		SARL
HICAL NSE	Mise en Equivalence	49,00%	49,00%	INDE	Sy. No. 46&47 Electronics city, phase 2 - Hosur Road - Bangalore		SA
NSE INDIA	Intégration globale	99,9999%	99,9999%	INDE	#622,3RD FLOOR, LAA CORNER HOUSE, 12TH MAIN, 80 FEET ROAD, INDIRA NAGAR		SARL
NSE SERVICES TECHNIQUES & LOGISTIQUES	Mise en Equivalence	50,0000%	50,0000%	CANADA	780, Avenue Brewster Bureau 03-200 - H4C 2K1 Montréal		SA
NSE ELECTRONIQUE SERVICE	Intégration globale	100,0000%	100,0000%	France	ZA LA TOUR 03200 ABREST	982768640	SAS

4. NOTES RELATIVES AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

NOTE 1 : GOODWILL

Les Goodwill n'ont pas évolué sur la période :

En K - EUR

Valeurs brutes	31/12/2023	Augmentation	Diminution	31/12/2024
Godwill				
UGT France	2 352			2 352
UGT CANADA	1 224			1 224
Valeurs brutes	3 576			3 576

Pertes de valeurs	31/12/2023	Augmentation	Diminution	31/12/2024
Godwill				
UGT France	1 414			1 414
UGT CANADA	651			651
Pertes de valeurs	2 065			2 065

Valeurs nettes	31/12/2023	Augmentation	Diminution	31/12/2024
Godwill				
UGT France	938			938
UGT CANADA	573			573
Valeurs nettes	1 511			1 511

Les Goodwill font l'objet de tests de valeur suivant les principes définis à la note 2.11.

Pour le périmètre UGT France

Hypothèses retenues	2024	2023
---------------------	------	------

Taux d'actualisation	11,60%	11,60%
Taux de croissance à LT	2%	1%

Sensibilité des indicateurs	Variation	Perte de valeur
Taux d'actualisation	+1 point	Néant
Taux d'EBE	-1 point	Néant
Taux de croissance à long terme	-1 point	Néant

Pour le périmètre UGT Canada

Hypothèses retenues	2024	2023
---------------------	------	------

Taux d'actualisation	11,60%	11,60%
Taux de croissance à LT	1%	1%

Sensibilité des indicateurs	Variation	Perte de valeur
Taux d'actualisation	+1 point	-442
Taux d'EBE	-1 point	-400
Taux de croissance à long terme	-1 point	-277

NOTE 2 : AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

L'évolution des immobilisations incorporelles s'analyse comme suit :

En K - EUR

Valeurs brutes	31/12/2023	Augmentations	Diminutions	Variations de change	31/12/2024
Logiciels et licences	5 071	299		-13	5 357
Frais de recherche et développement	446	347	64		729
Autres Immobilisations Incorporelles	1 249			-4	1 245
Immobilisations incorporelles en cours	919	782	132		1 569
Immobilisations Incorporelles brutes	7 685	1 428	196	-17	8 900

Amortissements	31/12/2023	Augmentations	Diminutions	Variations de change	31/12/2024
Logiciels et licences	4 551	335		-12	4 874
Frais de recherche et développement	168	115	64		219
Autres Immobilisations Incorporelles	199			-4	195
Immobilisations incorporelles en cours					
Amortissements	4 918	450	64	-16	5 288

Valeurs nettes	31/12/2023	Augmentations	Diminutions	Variations de change	31/12/2024
Logiciels et licences	520			-1	483
Frais de recherche et développement	278	232			510
Autres Immobilisations Incorporelles	1 050				1 050
Immobilisations incorporelles en cours	919	782	132		1 569
Valeurs nettes	2 767	1 014	132	-1	3 612

La ligne immobilisation incorporelle en cours, correspond à la mise en place de notre ERP pour nos activités « Défense », en remplacement du logiciel actuel « AXAPTA ».

Les frais de développement s'analysent comme suit :

K€uro

Valeurs brutes	31/12/2023	"+"	"-"	31/12/2024
----------------	------------	-----	-----	------------

BU INTERCONNEXION	445	250	64	631
----------------------	-----	-----	----	-----

BU SERVICES	0	97	0	97
-------------	---	----	---	----

TOTAL	445	347	64	728
--------------	------------	------------	-----------	------------

Amortissements	31/12/2023	"+"	"-"	31/12/2024
----------------	------------	-----	-----	------------

BU INTERCONNEXION	168	115	64	219
----------------------	-----	-----	----	-----

BU SERVICES	0	0	0	0
-------------	---	---	---	---

TOTAL	168	115	64	219
--------------	------------	------------	-----------	------------

Valeurs nettes	31/12/2023	"+"	"-"	31/12/2024
----------------	------------	-----	-----	------------

BU INTERCONNEXION	277	135	0	412
----------------------	-----	-----	---	-----

BU SERVICES	0	97	0	97
-------------	---	----	---	----

TOTAL	277	232	0	509
--------------	------------	------------	----------	------------

NOTE 3 : IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET IMMEUBLES DE PLACEMENTS

L'évolution des immobilisations corporelles s'analyse comme suit :

En K - EUR

Valeurs brutes	31/12/2023	Augmentations	Diminutions	Autres mouvements	Ecart de change	31/12/2024
Terrains et constructions	6 868	273			-43	7 098
Agencements et matériels	21 974	1228			-191	23 011
Droits d'utilisation (terrains & Constructions)	10 178	1421	512		52	11 139
Droits d'utilisation - Matériel	1 862	505	344		-27	1 996
Immobilisation corporelle en cours	215	29				244
Valeurs brutes	41 097	3456	856	0	-209	43 488

Amortissements	31/12/2023	Augmentations	Diminutions	Autres mouvements	Ecart de change	31/12/2024
Terrains et constructions	1 814	334				2 148
Agencements et matériels	18 047	1 192				19 239
Droits d'utilisation (terrains & Constructions)	7 841	623	389			8 075
Droits d'utilisation - Matériel	1 731	231	344			1 618
Immobilisation corporelle en cours	0					
Amortissements	29 433	2 380	733	0	0	31 080

Valeurs nettes	31/12/2023	Augmentations	Diminutions	Autres mouvements	Ecart de change	31/12/2024
Terrains et constructions	5 054		62		-43	4 949
Agencements et matériels	3 927	36			-191	3 772
Droits d'utilisation (terrains & Constructions)	2 337	798	123		52	3 064
Droits d'utilisation - Matériel	131	274			-27	378
Immobilisation corporelle en cours	215	29				244
Valeurs nettes	11 664	1 137	185		-209	12 407

NOTE 4 : PARTICIPATION ENTREPRISES ASSOCIEES

En K - EUR

HICAL NSE	31/12/2024	31/12/2023
A l'ouverture de l'exercice	178	151
Dividendes	0	0
Quote-part du résultat net	57	33
Changements de périmètre	0	0
Acquisitions		
Sorties	0	0
Ecart de conversion	6	-6
Autres	0	0
A la clôture de l'exercice	241	178

	% détention	31/12/2024	31/12/2023
Capitaux propres	49	394	267
Résultat net	49	116	68
	% détention	31/12/2024	31/12/2023
Total Capitaux propres		394	267
Total Résultat net		116	68

Eléments significatifs	31/12/2024	31/12/2023
Actif immobilisé net	1	1
Besoin en fonds de roulement	338	222
Total capitaux employés	339	223
Investissements en immobilisations corporelles	0	0
Dettes à long et moyen terme	0	0
Chiffre d'affaires	1 505	1 211

NSE TLS	31/12/2024	31/12/2023
A l'ouverture de l'exercice	579	712
Dividendes	0	0
Quote-part du résultat net	-1 225	-125
Changements de périmètre		
Acquisitions		
Sorties	0	0
Ecart de conversion	-1	-8
Autres	513	
A la clôture de l'exercice	-134	579

	% détention	31/12/2024	31/12/2023
Capitaux propres	50	-1 295	1 158
Résultat net	50	-2 450	-249
	% détention	31/12/2024	31/12/2023
Total Capitaux propres		-1 295	1 158
Total Résultat net		-2 450	-249

Eléments significatifs	31/12/2024	31/12/2023
Actif immobilisé net	2 500	3 225
Besoin en fonds de roulement	-1 691	103
Total capitaux employés	809	3 328
Investissements en immobilisations	0	0
Dettes à long et moyen terme	2 028	0
Chiffre d'affaires	14 195	15 721

Concernant NSE TLS, le poste : autres de 513k concerne le reclassement de prêts sur la ligne « mise en équivalence ».

NOTE 5 : AUTRES ACTIFS FINANCIERS

En K - EUR	31/12/2024	31/12/2023
dépôts et cautions versées	198	210
Prêt LT Filiale MEE		174
Effort construction	195	227
Autres actifs Financiers	393	611

NOTE 6 : ACTIFS D'IMPOTS DIFFERES

Les impôts différés sont représentés au bilan en position nette par entité fiscale.

En K - EUR

Origine des impôts différés	31/12/2024	31/12/2023
Déficits fiscaux	0	0
Levée d'option de Crédit bail	400	404
engagements de retraite	394	350
décalages temporaires	276	217
Total impôts différés actifs	1 070	971
amortissements différés		
Levée d'option de crédit bail	40	62
décalages temporaires	324	317
Total impôts différés passifs	364	379
Situation nette	706	592

NOTE 7 : STOCKS ET EN COURS

Les stocks et en cours se décomposent comme suit :

En K - EUR

Stocks (Valeurs brutes)	Matières premières et consommables	Travaux en cours	Produits Intermédiaires et finis	Marchandises	TOTAL
Valeur brute au 31/12/2023	11 988	3 982	2 017	1 196	19 183
Variation	1 285	-546	136	1 128	2 003
Valeur brute au 31/12/2024	13 273	3 436	2 153	2 324	21 186

Dépréciations	Matières premières et consommables	Travaux en cours	Produits Intermédiaires et finis	Marchandises	TOTAL
Dépréciation au 31/12/2023	-2 851		-297	-102	-3 250
Variation	-170		-64	10	-224
Dépréciation au 31/12/2024	-3 021		-361	-92	-3 474

Stocks (Valeurs nettes)	Matières premières et consommables	Travaux en cours	Produits Intermédiaires et finis	Marchandises	TOTAL
Valeur nette au 31/12/2023	9 137	3 982	1 720	1 094	15 933
Variation	1 115	-546	72	1 137	1 778
Valeur nette au 31/12/2024	10 252	3 436	1 792	2 231	17 711

NOTE 8 : CREANCES CLIENTS & AUTRES CREANCES

En K - EUR		
créances client	31/12/2024	31/12/2023
Créances clients (valeur brute)	32 902	35 280
dépréciation	-211	-119
Créance clients (Valeur nette)	32 691	35 161

Risque de crédit	31/12/2024	31/12/2023
Créances non échues et non dépréciées	29 523	27 975
Créances échues depuis moins de 60 jours et non dépréciées	2 212	5 848
* Créances échues depuis plus de 60 jours et non dépréciées	677	1 337
Créances échues et non dépréciées	2 889	7 185
Montants brut des créances dépréciées	490	127
Pertes de valeur comptabilisées	-211	-126
Valeur nette des créances dépréciées	279	1
Créances clients nettes des pertes de valeurs	32 691	35 161

La forte diversité du portefeuille clients du Groupe tant en termes de profil qu'en terme d'origine géographique permet une forte dispersion du risque client. De plus, le risque client de NSE périmètre France (94% de l'encours total) fait l'objet d'une couverture d'assurance externe auprès d'un assureur de premier ordre tant pour les clients France que les clients Export. NSE périmètre France applique les recommandations de cet organisme d'assurance-crédit tout en prenant exceptionnellement en considération la saisonnalité commerciale et l'intérêt stratégique de certains clients.

NOTE 9 : AUTRES ACTIFS COURANTS & ACTIF D'IMPOT COURANT

En K - EUR		
Autres actifs courants	31/12/2024	31/12/2023
Avances & Acomptes versés	2 091	2 248
Charges sociales	5	9
TVA	804	551
Autres créances	318	824
Charges constatées d'avance	718	561
Autres actifs courants	3 936	4 193

créance IS	74
Actifs d'impôts courants	74

NOTE 10 : TRESORERIE

En K - EUR

Trésorerie et équivalent de trésorerie	31/12/2024	31/12/2023
Trésorerie et équivalents de trésorerie	14 116	5 720
Concours bancaires courants		-20
Trésorerie et équivalents de trésorerie (solde TFT)	14 116	5 700

Détail de la Trésorerie et équivalent de trésorerie

Solde Bancaires	8 603	5 456
Placements à court terme	5 513	244
Trésorerie et équivalents de trésorerie	14 116	5 700

Risque de liquidité :

La situation nette de trésorerie présente une position positive au 31/12/2024 de 14 116 K€. Le Groupe a procédé à une revue spécifique de son risque de liquidité et considère être en mesure de faire face à ses échéances futures. Au 31 Décembre 2024, il n'y a pas de risque notable par rapport au risque de liquidité, le Groupe NSE n'utilisant pas ses possibilités de financement court terme. Au 31 Décembre 2024, le montant des lignes de crédit non utilisé est de 6,1 M€.

NOTE 11 : ACTIF DESTINE A ETRE CEDE ET PASSIF LIE

Néant

NOTE 12 : CAPITAL SOCIAL

Au 31 Décembre 2024, le capital social s'élève à 5 232 972,05 euros. Il est composé de 3 376 111 actions de 1,55 euros de valeur nominale.

NSE possédait 201 722 actions d'autocontrôle dont 5 675 actions propres acquises dans le cadre du contrat de liquidités au 31 Décembre 2024.

Les 201 722 actions d'autocontrôle sont portées en diminution des capitaux propres consolidés pour un montant de 2 502 578 €.

NOTE 13 : EMPRUNTS

En K - EUR

Emprunts	31/12/2023	Augmentation	Diminution	Variation de change	31/12/2024
Obligations locatives	3 032	1 721	790	24	3 987
Emprunts auprès des établissements de crédit	3 706	992	1 353	-25	3 320
Instruments dérivés de change	0				0
Emprunts divers	0				0
Emprunts	6 738	2 713	2 143	-1	7 307

En K - EUR	31/12/2023				31/12/2024			
Emprunts	A -1 an	De 1 à 5 ans	A + 5 an	Total	A -1 an	De 1 à 5 ans	A + 5 an	Total
Obligations locatives	694	1507	831	3032	794	2224	969	3987
Emprunts auprès des établissements de crédit	1137	2289	280	3706	1417	1777	126	3320
Instruments dérivés de change				0				0
Emprunts divers	0			0				0
Emprunts	1 831	3 796	1 111	6 738	2 211	4 001	1 095	7 307

RISQUE DE TAUX

Au 31/12/2024		Emprunts taux variable
Emprunts auprès des établissements de crédit		1 064 515 €
Total		1 064 515 €

Au regard de la structure de sa dette, la société estime que l'augmentation ou la diminution des taux d'intérêts n'aurait pas d'impact significatif sur le résultat.

Les emprunts bancaires en cours contractés par NSE sont à taux fixe.

Les emprunts bancaires en cours contractés par NSE AUTOMATECH : 1 à taux fixe et 6 à taux variable.

NOTE 14 : PROVISIONS (K €uro)

Les provisions se décomposent comme suit :

En K - EUR	Indemnités de fin de carrière	garantie client	Litiges	Risques Pénalités	TOTAL
Fin de période (31/12/2023)	1 402	79	235	132	1 848
Dotations	176	60	185	23	444
Reprises			-30		-30
Fin de période (31/12/2024)	1 578	139	390	155	2 262
Provisions long terme					1 716
Provisions court terme					546

Les provisions sur litige reprises ont été utilisées.

- **Provisions pour garantie clients**

Une provision pour garantie donnée aux clients est estimée et comptabilisée afin de couvrir le coût des réparations (pièces et main d'œuvre) sur les produits et services vendus. La garantie contractuelle est généralement d'un an.

- **Provisions pour litiges**

Les provisions pour litiges concernent principalement des litiges salariaux provisionnés en fonction du risque encouru.

Il n'existe pas d'autre litige susceptible d'avoir ou ayant eu dans un passé récent une incidence significative sur la situation financière, le résultat, l'activité et le patrimoine de la société.

▪ **Provisions pour indemnité de fin de carrière**

En K - EUR

Evolution de l'engagement		31/12/2024	31/12/2023
A l'ouverture de l'exercice		1 823	1 229
Coût des services rendus		118	302
Coût financier		61	46
Prestations payées		-149	-43
Rendement des actifs de régime hors produits d'intérêts.			
Taux de rotation des effectifs			
Changements de périmètre		-54	289
Effet d'expérience		148	
A la clôture de l'exercice		1 947	1 823
Evolution des actifs de couverture		31/12/2024	31/12/2023
A l'ouverture de l'exercice		426	452
Cotisations payées		-65	-44
Rendement attendu des fonds		13	18
A la clôture de l'exercice		374	426
Engagement net des actifs		31/12/2024	31/12/2023
A l'ouverture de l'exercice		1 397	777
A la clôture de l'exercice		1 573	1 397
Hypothèses retenues		31/12/2024	31/12/2023
Age de départ à la retraite		64 ans	64 ans
Rotation du personnel		10%	10%
Evolution annuelle des salaires		4%	4%
Taux d'actualisation		3,38%	3,12%
Taux de charges sociales		42%	42%

Si le taux d'actualisation augmente de 0.1%, le montant de la dette actuarielle diminue de 20 365 €uros.

NOTE 15 : DETTE FOURNISSEURS ET AUTRES PASSIFS COURANTS HORS FINANCIER

En K - EUR

Dettes Fournisseurs et autres passifs courants	31/12/2024	31/12/2023
Dettes fournisseurs	9 035	11 331
Dettes sociales au personnels	3 493	3 162
Dettes sociales aux organismes sociaux	1 937	1 682
Etat - Impôt / Société	422	240
Avances et acomptes reçus sur commande	16 237	12 086
Dettes fiscales	3 584	2 488
Produits constatés d'avance	962	327
Autres dettes	290	-5
Dettes fournisseurs et autres dettes	35 960	31 311

RISQUE DE CHANGENSE

Au 31 décembre 2024	en '000	USD	CAD	BRL	GBP
Actifs financiers		594	132		5
Passifs financiers		(82)			
Position nette avant gestion		512	132	-	5
Hors bilan					
Position nette après gestion		512	132	-	5

NSE AUTOMATECH

Au 31 décembre 2024	en '000	USD	CAD	BRL	GBP
Actifs financiers		4 885			
Passifs financiers		(10)			
Position nette avant gestion		4 875	-	-	-
Hors bilan					
Position nette après gestion		4 875	-	-	-
Position nette globale NSE		5 387	132	-	5

NOTE 16 : INFORMATION SECTORIELLE**Ventilation du chiffre d'affaires**

En K - EUR

<i>Chiffre d'affaires</i>	31/12/2024			31/12/2023		
	<i>France</i>	<i>Export</i>	<i>Total</i>	<i>France</i>	<i>Export</i>	<i>Total</i>
Vente de marchandises	30 044	8 041	38 085	11 586	4 297	15 883
Production vendue de biens	15 583	7 132	22 715	12 718	8 644	21 362
Prestations de services	29 877	12 886	42 763	27 493	12 255	39 748
TOTAL	75 504	28 059	103 563	51 797	25 196	76 993
% CA EXPORT	27%			33%		

Chiffre d'affaires par Business Unit

En K - EUR

Business Unit	31/12/2024	31/12/2023	Ecart %
Interconnexion	33 828	31 690	7%
Services	69 735	45 303	54%
TOTAL	103 563	76 993	35%

NOTE 17 : AUTRES PRODUITS

En K - EUR

	déc-24	déc-23
Crédit Impôt recherche	390	433
Subvention	16	8
Subventions portées au résultat	30	21
Divers (Remboursements reçus sur litiges)	38	
Total	474	462

NOTE 18 : FRAIS DE PERSONNEL

En K - EUR

Détail du poste	31/12/2024	31/12/2023
Salaires et traitements	16 965	16 362
Intéressement & Participation	993	799
Charges sociales	6 376	5 671
Charges sociales / Inter & Participation	199	160
Total du poste	24 533	22 992

SOCIETE	TOTAL	CADRES	NON CADRES
NSE	392	121	271
NSE BRASIL	7	1	6
NSE AERO MAROC	32	6	26
NSE AUTOMATECH	61	9	52
NSE INDIA	13	3	10
TOTAUX	505	140	365

NOTE 19 : CHARGES EXTERNES

En K - EUR

Détail du poste	31/12/2024	31/12/2023
Sous traitance	3 072	3 137
* Locations	371	453
Entretiens & réparations	399	1 711
Assurances	730	599
Documentations	82	75
personnels extérieurs	1 401	1 847
Honoraires & commissions	1 425	1 405
Publicité- salons	132	202
Transport	30	28
Déplacements	716	779
frais postaux & Télécommunication	296	246
frais bancaires	174	147
Cotisations	50	50
gardiennage	540	473
recrutement	51	112
Total du poste	9 469	11 264

NOTE 20 : DOTATION AUX AMORTISSEMENTS & AUX PROVISIONS

En K - EUR

Dotations aux amortissement	31/12/2024	31/12/2023
- Immobilisations incorporelles	325	301
- Frais de R&D	115	118
- Immobilisations corporelles	1 711	1 583
- Biens pris en crédit Bail	83	124
- Retraitement IFRS16 sur les Locations	854	762
Total	3 088	2 888

En K - EUR

Dotations aux provisions	31/12/2024	31/12/2023
- Garantie clients	60	35
- Dépréciation stock	375	35
- Créances clients	146	14
Total	581	84

NOTE 21 : VARIATION DES STOCKS DE PRODUITS EN COURS ET STOCKS DE PRODUITS FINIS

En K - EUR

Var stock de P. Finis & Encours	31/12/2024	31/12/2023
Var stocks produits finis	269	245
var stocks d'encours	-593	1 072
Total	-324	1 317

NOTE 22 : AUTRES PRODUITS & CHARGES EXPLOITATION

En K - EUR

Charges	31/12/2024	31/12/2023
- Pénalités & Risques marché	261	161
- Litige salariés		
- Redevances	33	32
- Ecart change / créances commerciales	104	54
- Divers	47	40
- cession de biens immobilisés		
- Amortissements / provisions		
Total	445	287

produits	31/12/2024	31/12/2023
- Pénalités marché		16
- Litige clients / salariés	30	
- Subv invest.		
- Ecart change / créances commerciales	69	24
- cession de biens immobilisés		10
- provisions / reprises		
- Divers Rbt assurances		
Total	99	50

**Total des Autres produits et charges
d'exploitation**

-346**-237**

NOTE 23 : AUTRES PRODUITS & CHARGES OPERATIONNELS

En K - EUR

Autres produits & charges opérationnels	2024	2023
Rbt assurance sinistre grêle		468
Retraitement CIR		701
Divers litiges	2	
Plus values de cessions		
Total	2	1 169

NOTE 24 : PRODUITS & CHARGES FINANCIERS

En K - EUR

	31/12/2024	31/12/2023
Produits financiers		
- Produits de placements	119	27
- Gains de change / gain écart de conv.	458	450
- Reprises dépréciations financières		
- Variations de juste valeur des instruments dérivés de change		
- Divers	22	15
<i>Sous-total</i>	<i>599</i>	<i>492</i>
Charges financières		
- Charges d'intérêts des emprunts	85	152
- Intérêts sur Obligations convertibles		
- Charge d'intérêt bancaire	1	
- Charge d'intérêt / Loyers IFRS16	110	89
- Autres Charge		156
(Sous total Coût de l'endettement financier)	196	397
- Pertes de change / pertes écart de conv.	350	260
- provision / charges financières	329	
- Charge Financière d'actualisation (IFC)	47	32
- Variations de juste valeur des instruments dérivés de change		
- Intérêts reçus		
<i>Sous-total</i>	<i>922</i>	<i>689</i>
TOTAL	- 323	- 197

NOTE 25 : IMPOT

Charge d'impôts		31/12/2024	31/12/2023
<i>Impôts courants</i>	Charges d'impôts calculées	1 843	1 469
	Crédits d'impôts		
<i>Impôts différés</i>		- 89	- 192
TOTAL		1 754	1 277
<i>dont impôts courants</i>		1 843	1 469
<i>dont impôts différés</i>		- 89	- 192

En K - EUR

PREUVE DE L'IMPOT	31/12/2024	31/12/2023
Résultat consolidé après impôt	3 625	4 133
Résultat des sociétés mises en équivalence	-1 168	-91
Résultat net consolidé après impôt des sociétés intégrées	4 793	4 224
Impôt exigible comptabilisé	1 843	1 469
Impôt différé comptabilisé	-89	-192
Impôt réel	1 754	1 277
Impôt différé changement de taux au résultat (CRC-99-02)	0	0
Résultat reconstitué avant impôt des sociétés intégrées	6 547	5 501
IMPOT THEORIQUE ENTITE	1 665	1 425
ECART ENTRE IMPOT THEORIQUE ET IMPOT REEL	89	-148
ECART IMPOT THEORIQUE GROUPE IMPOT THEORIQUE ENTITE	28	50
IMPOT THEORIQUE GROUPE	1 637	1 375
ECART ENTRE IMPOT THEORIQUE GROUPE ET IMPOT REEL	117	-98
JUSTIFICATION DE L'ECART		
Ecart sur base imposées à taux différenciés		10
Produits (minoration) d'impôts des autres éléments que l'impôts société	-3	-2
Justification de l'écart lié au calcul de l'impôt	-3	8
Ecart permanents (Résultat non imposé hors dividendes internes)	-29	-185
Déficit exercice non activé	201	63
Autres bases	-52	16
Justification de l'écart lié aux bases fiscales	120	-106
JUSTIFICATION GLOBALE DE L'ECART ENTRE IMPOT THEORIQUE ET IMPOT REEL	117	-98

NOTE 26 : INSTRUMENTS FINANCIERS

En K - EUR

Instruments financiers	31/12/2024		Ventilation par catégories d'instruments				
	Valeur au bilan	Juste Valeur	Prêts et créances au cout amorti	Juste valeur en autres éléments du résultat global	Juste valeur par résultat	Dettes au cout amorti	Instruments dérivés désignés en tant qu'instrument de couverture
Actifs Financiers non courants	906	906	906				
Clients et comptes rattachés	32 691	32 691	32 691				
Autres actifs courants	318	318	318				
Trésorerie et équivalent de trésorerie	14 116	14 116	8 603		5 513		
Actifs financiers	48 031	48 031	42 518	0	5 513	0	0
Emprunts et dettes financières	3 320	3 320				3 320	
obligations locatives	3 987	3 987				3 987	
Instruments de couverture	0	0			0		
Concours bancaires	0	0			0		
Fournisseurs et comptes rattachés	9 035	9 035				9 035	
Autres passifs courants		0				0	
Passifs financiers	16 342	16 342	0	0	0	16 342	0

Instruments financiers	31/12/2023		Ventilation par catégories d'instruments				
	Valeur au bilan	Juste Valeur	Prêts et créances au cout amorti	Juste valeur en autres éléments du résultat global	Juste valeur par résultat	Dettes au cout amorti	Instruments dérivés désignés en tant qu'instrument de couverture
Actifs Financiers non courants	611	611	611				
Clients et comptes rattachés	35 161	35 161	35 161				
Autres actifs courants	829	829	829				
Trésorerie et équivalent de trésorerie	5 700	5 700	5 456		244		
Actifs financiers	42 301	42 301	42 057	0	244	0	0
Emprunts et dettes financières	3 706	3 706				3 706	
obligations locatives	3 032	3 032				3 032	
Instruments de couverture	0	0			0		
Concours bancaires	20	20			20		
Fournisseurs et comptes rattachés	11 331	11 331				11 331	
Autres passifs courants		0				0	
Passifs financiers	18 089	18 089	0	0	20	18 069	0

NOTE 27 : ENGAGEMENTS HORS BILAN■ **TABLEAU DE SYNTHESE DES ENGAGEMENTS DONNES**

ENGAGEMENTS FINANCIERS		
	31/12/2024	31/12/2023
Engagements financiers		
Cautions de contre-garantie sur marchés	3 438 121	3 724 824
Dettes garanties par des sûretés réelles	14 264 523	2 151 147
Engagements sur les contrats de location simple mobiliers et immobiliers		
TOTAL	17 702 644	5 875 971

■ **CAUTIONS SUR MARCHES**

Ces engagements concernent des garanties bancaires données sur des marchés export ou des demandes d'acomptes pour 3,438 Millions d'euros.

■ **HYPOTHEQUE ET NANTISSEMENT**

La société a hypothéqué le bâtiment A du site d'Abrest en garantie des deux prêts bancaires souscrits en 2018 pour 933 K€ et 950 K€ pour financer le remboursement des emprunts obligataires. Ces emprunts arriveront à échéance en 2025. NSE AERO NORTH AMERICA s'est portée caution sur des baux pris par NSE TLS.

NOTE 28 : PARTIES LIEES

NSE Participations, société Holding du groupe NSE dont elle en détient le contrôle.

- Facturation de prestations administratives. La rémunération annuelle s'est élevée à 425 520 euros HT au titre de 2024.
- Facturation diverses (assurance, déplacements) pour 4 050 €.

Hical NSE (% de détention 49%) :

- NSE a facturé 133 066,92 € à Hical NSE au titre de la vente de matières et de prestations de sous-traitance.

NSE TLS (% de détention 50%) :

- NSE a facturé 156 009,04 € à NSE TLS au titre de prestations de support sur le logiciel de gestion de stock WMS.

Le montant des rémunérations allouées au titre de l'exercice 2024 aux organes de direction de la société est de 476 779 € pour les membres du Directoire, ainsi que 75 020,77 € aux membres du Conseil de Surveillance (sous forme de jetons de présence).

NOTE 29 : RESULTAT PAR ACTION

Résultat par actions	31/12/2024	31/12/2023
Résultat net part du groupe	3 625 293	4 132 754
Nombre d'actions totales	3 376 111	3 376 111
Nombre d'actions en Auto-contrôle	201 722	200 460
Nombre d'actions (net de l'auto-contrôle)	3 174 389	3 175 651
Résultat net de base par action	1,1420	1,3014
Résultat net dilué par action	1,1420	1,3014

NOTE 30 : HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

La charge de l'exercice relative aux honoraires des commissaires aux comptes de NSE SA s'élève à 66 500 euros répartie de la façon suivante :

	31/12/2024
€URO	
GRANT THORNTON	41 500
SEREC Consulting	25 000
TOTAL	66 500



A WORLD OF SERVICES

**SIÈGE SOCIAL
NSE SA
LA GRAND-CROIX
03250 NIZEROLLES
RCS CUSSET 394 020 903
WWW.NSE-GROUPE.COM**

2024